POLITIQUE ANTICORRUPTION

Objet :

Communiquer les objectifs de la direction en matière de conformité anticorruption pour tous les aspects de l'activité de Waste Management.

Politique :

Waste Management (désignée ci-après « WM » ou « Société ») ne doit pas verser de pots-de-vin à une tierce partie (publique ou privée) à quelque fin que ce soit et à quelque moment que ce soit. Le respect de cette norme relève de la responsabilité de chacun au sein de la Société et il est obligatoire de se conformer à cette politique. Aucun employé ne subira de conséquences négatives pour avoir refusé de payer ou d'être impliqué dans un pot-de-vin, même si cela entraîne une perte d'activité.

A. La loi sur les pratiques de corruption à l'étranger (désignée ci-après « Loi FCPA »)

La Loi FCPA est une loi pénale américaine qui interdit la corruption de fonctionnaires étrangers. **La loi peut concerner la conduite adoptée par la Société partout dans le monde et prévoit des sanctions pénales et pécuniaires importantes en cas de violation, y compris des sanctions pénales et pécuniaires pour les employés individuels.** Elle concerne non seulement les relations directes des employés de WM avec des agents publics ou gouvernementaux étrangers, mais aussi les activités de tierces parties par l'intermédiaire desquelles toute chose de valeur pourrait être transmise pour le bénéfice direct ou indirect de WM.

La corruption consiste à autoriser, donner, promettre de donner ou offrir quelque chose de valeur, directement ou indirectement, dans l'intention corrompue d'influencer quelqu'un pour conserver ou obtenir un marché ou tout autre avantage inapproprié. Le fait qu'un pot-de-vin soit effectivement versé n'a pas d'importance. Le simple fait de *proposer* un pot-de-vin est illégal. Un pot-de-vin peut être versé directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'un tiers, et peut prendre la forme de toute chose de valeur, y compris de l'argent, des cadeaux, des divertissements, des dons ou des contributions.

Paiements de facilitation

Selon la Loi FCPA, un paiement de facilitation est un paiement versé à un fonctionnaire ou une agence gouvernementale pour faciliter ou accélérer l'exécution d'une tâche existante. Bien que ces paiements puissent être autorisés par la loi américaine dans certaines circonstances, ils peuvent être considérés comme des pots-de-vin en vertu d'autres lois telles que la loi sur la corruption du Royaume-Uni, et peuvent être illégaux dans d'autres pays. Les paiements de facilitation sont interdits par la présente politique. Toute demande de paiement de facilitation doit être signalée au Comité FCPA.

Tous les pots-de-vin sont interdits

La Loi FCPA interdit la corruption de fonctionnaires étrangers. Toutefois, de nombreuses lois, y compris certaines législations internes et d'autres pays, interdisent toute forme de corruption, que cela implique des fonctionnaires ou ne concerne que des parties privées. Outre ce champ d'application plus large, le fait de donner ou de recevoir un pot-de-vin est illégal en vertu de nombreuses lois. **Cette politique interdit de recevoir un pot-de-vin, et de donner ou de tenter de donner un pot-de-vin à un fonctionnaire étranger ou à une personne.**

Livres et registres

Les livres et registres de la Société doivent refléter fidèlement les transactions de la Société. Le fait de ne pas enregistrer toutes les transactions ou de les falsifier pour les dissimuler constitue une violation de la Loi FCPA.

B. Comité de conformité à la Loi FCPA

La Société a mis en place un comité de conformité à la Loi FCPA (le « Comité FCPA »), chargé de promulguer des procédures et d'assurer la supervision et la formation concernant la présente politique et toute diligence, tout audit et/ou toute enquête sur la conformité de la Société en matière d'anticorruption.

C. Conformité et violations présumées

Tout employé de la Société qui enfreint la présente politique est passible de mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement. Les employés sont encouragés à demander conseil et doivent signaler toute préoccupation ou violation présumée de la présente politique auprès du responsable de la politique, du directeur de la conformité de la Société, ou en utilisant la ligne d'assistance téléphonique sur la conformité et l'éthique de la Société. La Société ne tolérera aucune forme de représailles ou de mesures préjudiciables à l'encontre de toute personne signalant une violation potentielle de bonne foi ou ayant des motifs raisonnables de suspicion ou d'inquiétude.